

STATUTS DE LA REGIE VELIB

Adoptés en séance du 12 octobre 2017

Statuts de la Régie Vélib'

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Une Régie dotée de la seule autonomie financière, dénommée Régie Vélib' est créée et est administrée conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment des articles L. 2221-1 à L. 2221-9 et R.2221-1 à R.2221-17 relatifs aux dispositions générales applicables aux régies, des L.2221-11 à L.2221-14 et R.2221-63 à R.2221-71 relatifs aux régies dotées de la seule autonomie financière et des articles R.2221-95 à R.221-98 relatifs aux régies dotées de la seule autonomie financière, chargées de l'exploitation d'un service public à caractère administratif.

Cette régie autonome a été créée par délibération du Comité Syndical en date du 10 mars 2017 pour l'exploitation du service public Vélib'.

Article 2

La régie autonome est chargée de l'exploitation du service public Vélib' dans les conditions techniques et financières définies par le marché public Vélib'.

TITRE II : ORGANISATION ADMINISTRATIVE

SOUS-TITRE 1er : LE PRESIDENT

Article 3

En principe, la Régie est administrée sous l'autorité du Président et du Comité syndical par un conseil d'exploitation et un directeur.

Conformément aux possibilités ouvertes aux syndicats en application de l'article L.2221-13 2° du CGCT, il est décidé que l'administration du syndicat se confonde avec celle de la régie.

Ainsi, le conseil d'exploitation est remplacé par le Comité syndical.

Dans ce cas, l'article R.2221-66 du CGCT précise alors que le Comité syndical est élargi à des personnes extérieures pour exercer les attributions du conseil d'exploitation, les membres du comité syndical devant détenir plus de la moitié des sièges de celui-ci.

Article 4 - Présidence

Le (la) Président(e) du Syndicat Mixte Autolib'Vélib' Métropole est le (la) représentant(e) légal(e) de la Régie et il (elle) en est l'ordonnateur. Il (elle) prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Comité syndical et présente à ce dernier le budget et le compte administratif de la régie.

IL (elle) nomme le (la) directeur(trice) dans les conditions prévues à l'article L. 2221-14 du CGCT et, le cas échéant, met fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Il (elle) peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au (à la) directeur(trice) pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

Article 5 – Composition du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

La composition du Comité syndical est définie à l'article 9 des statuts du Syndicat mixte.

Lorsqu'il intervient en substitution du conseil d'exploitation :

- Les règles de représentation des membres qui s'appliquent sont définies à l'article 9-2 C des statuts précités ;
- La détermination du nombre de voix est fixée à l'article 9-3 C desdits statuts ;
- Sa composition est élargie à 2 personnalités qualifiées en matière de mobilité durable qui disposent de voix délibératives.

Le (la) directeur(trice) de la Régie peut assister aux réunions du Comité syndical avec voix consultative.

En tant que de besoin, le Comité syndical est assisté de tout agent technique ou de tout expert dont la présence est jugée nécessaire.

La désignation, le remplacement, la durée du mandat et la fin des fonctions des membres du Comité syndical sont définis par les statuts du Syndicat Mixte.

La désignation des personnalités qualifiées est opérée par le Comité syndical, sur proposition du Président. Leur remplacement, la durée de leur mandat et leur fin de fonctions sont définies dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent statutairement aux autres membres du Comité syndical représentant les communes. Il peut également être mis fin à leurs fonctions sur leur demande, ou sur proposition du Président approuvée par le Comité syndical.

Article 6 – Réunions du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

Le Comité syndical se réunit sur convocation du (de la) Président(e) du Syndicat Mixte qui en arrête l'ordre du jour.

Il est en outre réuni sur la demande du Préfet ou sur la demande de la majorité de ses membres.

Le quorum est atteint lorsque la moitié des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation est présent ou représenté.

Le Comité syndical désigne en son sein un secrétaire de séance. Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le (la) Président(e).

Article 7 – Attributions du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation

Le Comité syndical, sous l'autorité du (de la) Président(e) :

- Délibère, sur toutes les questions spécifiques intéressant le fonctionnement de la régie ;
- Valide le tableau de la répartition des charges communes entre le budget principal et le budget annexe de la régie ;
- Donne un avis sur le budget et le compte administratif de la régie ;
- Définit les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Fixe les tarifs et les redevances dues par les usagers de la régie ;

- Approuve les plans et autres documents techniques afférents aux installations liées à l'exploitation du service public Vélib' ;
- Autorise le (la) Président(e) du Syndicat mixte à créer des régies comptables et à nommer des régisseurs et mandataires.

Enfin, il est obligatoirement consulté par le (la) Président(e), avant que le Comité syndical n'intervenant pas en substitution du conseil d'exploitation, ne délibère, sur toutes les questions spécifiques intéressant le fonctionnement de la régie (marché public, personnel..).

Article 8 – Gratuité des fonctions

Les fonctions des membres du Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit.

Les frais de déplacement engagés par les membres peuvent leur être remboursés sur justificatifs, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9 – Compétences du Comité syndical du Syndicat mixte

Conformément à ses attributions définies à l'article 9-5 des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole, le Comité Syndical reste compétent, y compris pour le service public Vélib' pour les attributions suivantes :

- Il vote le budget et approuve les comptes du Syndicat Mixte (budget principal et annexe) ;
- Il approuve les programmes de travaux et vote les moyens financiers correspondants ;
- Il établit le règlement intérieur ;
- Il décide des contrats et conventions à passer pour la réalisation de son objet ;
- Il décide de la souscription des emprunts ;
- Il fixe le montant maximum des droits et redevances d'occupation votés par les communes pour l'occupation du domaine dont elles sont propriétaires ou sous concédantes ;
- Il donne au/à la président(e) l'autorisation de signer les baux, d'intenter et de soutenir les actions en justice et d'accepter les transactions ;
- Il autorise le (la) Président(e) à assurer la gestion des ressources humaines du Syndicat mixte et à procéder aux nominations et recrutements associés.

Article 10 – Le personnel de la Régie

La Régie ne disposant pas de personnalité morale, les personnels intervenant dans le cadre de la compétence Vélib' sont les agents du Syndicat Mixte.

De même, le (la) Directeur(trice) du Syndicat Mixte assure le fonctionnement des services de la Régie. A cet effet, il (elle) prépare le budget et procède, sous l'autorité du (de la) Président(e), aux opérations de gestion des affaires de la Régie.

TITRE III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 11 - Budget

Conformément à l'article R. 2221-95 du CGCT, le régime applicable aux régies dotées de la seule autonomie financière et chargées de l'exploitation d'un service public à caractère administratif est celui de la commune qui les a créées, sous réserve des dispositions qui leur sont propres. Ainsi, lorsque la régie dotée de la seule autonomie financière est constituée par un Syndicat, le régime applicable est celui du Syndicat qui l'a constitué.

Le budget de la Régie autonome est préparé par le (la) Directeur(trice), soumis pour avis au Comité syndical intervenant en substitution du conseil d'exploitation, présenté par le (la) Président(e) et voté par le Comité Syndical.

Le (la) Président(e) fournit à l'appui de ses propositions un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la Régie.

Article 12 – Ressources et dépenses de la Régie

La Régie autonome a pour ressources notamment :

- Toutes les contributions, dotations ou subventions versées par les membres du Syndicat Mixte au titre de la compétence Vélib', toute autre recette spécifique au service public Vélib' ;
- Les produits d'exploitation perçus auprès des usagers du service public Vélib'.

La Régie autonome supporte toutes les charges de fonctionnement et, le cas échéant, d'investissement, du service public Vélib', notamment le paiement des prestations afférentes au marché public Vélib'.

Elle supporte également la quote-part des dépenses de personnel, de structure et de fonctionnement enregistrée par le budget principal sur la base d'états de répartition justifiant les flux financiers entre ce budget principal et le budget annexe de la régie.

Article 13 – Comptable public

Conformément à l'article R. 2221-96 du CGCT, le comptable de la régie est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le préfet, sur avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques.